

Synthèse de la presse du lundi 9 – 09 – 2013

Politique

Le nouveau gouvernement formé, un ministère chargé de la Réconciliation

Le nouveau Premier ministre du Mali, Oumar Tatam Ly, a formé son gouvernement, comprenant des ministres de la Transition et marqué par la création d'un ministère chargé de la Réconciliation et du développement du Nord, selon un décret publié dimanche à Bamako.

SOURCE: AFP

Participation féminine à la gestion des affaires publiques : Les attentes des femmes de la Coalition IBK le Mali d'abord

Le samedi 7 septembre dernier, les femmes de la Coalition IBK le Mali D'abord ont initié un atelier de réflexion sur les stratégies de mise en œuvre du Projet de société du Président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta, en matière de promotion de la femme. L'objectif principal était d'échanger sur les préoccupations des femmes en vue de les faire parvenir à IBK et d'élaborer un document lui permettant de bien cerner leurs attentes. L'atelier était présidé par le Pr Mamadou Kassa Traoré, Président de la Coalition, en présence du Secrétaire politique du RPM, Nancouma Keïta et de la Présidente des femmes du RPM, Mme Diawara Aïssata Touré.

Source: 22 Septembre

Gouvernement

Le nouveau gouvernement : LES NOUVEAUX, LES RECONDUITS ET LES REVENANTS

Décret 2013-721 P-RM du 08 septembre 2013 portant nomination des membres du gouvernement

Le président de la République

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°2013-720/P-RM du 05 septembre 2013 portant nomination du Premier ministre ;

Sur proposition du Premier ministre

Décète :

Article 1 : Sont nommés membres du gouvernement en qualité de :

1. **Ministre de la Justice, Garde des Sceaux** : Mohamed Ali Bathily
2. **Ministre de la Défense et des Anciens Combattants** : Soumeylou Boubèye Maïga
3. **Ministre de la Réconciliation nationale et du Développement des Régions du Nord** : Cheick Oumar Diarrah
4. **Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale** : Zahabi Ould Sidi Mohamed
5. **Ministre de l'Economie et des Finances** : Mme Bouaré Fily Sissoko
6. **Ministre de la Sécurité** : Colonel Sada Samaké
7. **Ministre du Développement rural** : Dr Bokary Tereta
8. **Ministre de l'Administration territoriale** : Général Moussa Sinko Coulibaly
9. **Ministre du Plan et de la Prospective** : Cheikna Seydi Ahamadi Diawara
10. **Ministre des Domaines de l'Etat et des Affaires foncières** : Tiéman Hubert Coulibaly
11. **Ministre du Commerce** : Abdel Karim Konaté
12. **Ministre de la Fonction publique** : Bocar Moussa Diarra
13. **Ministre de l'Environnement et de l'Assainissement** : Ousmane Ag Rhissa
14. **Ministre de l'Equipement et des Transports** : Colonel Abdoulaye Koumaré
15. **Ministre du Travail et des Affaires sociales et humanitaires** : Hamadoun Konaté
16. **Ministre du Logement** : Mohamed Diarra
17. **Ministre de l'Urbanisme et de la Politique de la ville** : Moussa Mara
18. **Ministre de la Promotion de la Femme, de la Famille et de l'Enfant** : Mme Sangaré Oumou Ba
19. **Ministre de l'Education nationale** : Mme Togola Jacqueline Togola
20. **Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique** : Moustapha Dicko
21. **Ministre de la Santé et de l'Hygiène publique** : Ousmane Koné
22. **Ministre de l'Energie et de l'Hydraulique** : Frankaly Keïta
23. **Ministre de la Culture** : Bruno Maïga
24. **Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle** : Mahamane Baby
25. **Ministre de l'Artisanat et du Tourisme** : Mme Berthé Aïssata Bengaly
26. **Ministre de l'Industrie et des Mines** : Dr Boubou Cissé
27. **Ministre des Maliens de l'extérieur** : Dr Abdramane Sylla
28. **Ministre de la Communication et des Nouvelles Technologies de l'Information** : Jean Marie Sangaré

29. Ministre de la Jeunesse et des Sports : Me Mamadou Gaoussou Diarra

30. Ministre délégué auprès du ministre de l'Administration territoriale chargé de la Décentralisation : Malick Alhousseïni

31. Ministre délégué auprès du ministre du Développement rural, chargé de l'Elevage, de la Pêche et de la Sécurité alimentaire : Nango Dembélé

32. Ministre délégué auprès du ministre de l'Administration territoriale, chargé des Affaires religieuses et du Culte : Tierno Amadou Omar Hass Diallo

33. Ministre délégué auprès du ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget : Madani Touré

34. Ministre délégué auprès du ministre de l'Economie et des Finances, chargé de la Promotion des investissements et de l'Initiative privée : Moustapha Ben Barka

La nouvelle équipe gouvernementale est composée de 34 membres dont 15 anciens ministres et de nouvelles figures connues à des degrés divers du grand public. Les choses sont finalement allées assez vite pour la formation du nouveau gouvernement. Nommé jeudi dernier, le nouveau Premier ministre a dévoilé hier la liste de son gouvernement. Oumar Tatam Ly dirigera une équipe de 34 membres dont 5 ministères délégués. A la lecture de la liste, l'on constatera que la nouvelle équipe est un mélange de nouvelles figures et d'anciens ministres. Ainsi, l'on retrouve des anciens ministres ayant servi quand l'Adema était au pouvoir, d'autres sous le régime de consensus de Amadou Toumani Touré, et une troisième catégorie ayant participé à la Transition. Ainsi, le général Moussa Sinko Coulibaly, ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire dans la précédente équipe dirigera le département de l'Administration territoriale. Tiéman Hubert Coulibaly qui était à la tête du ministère des Affaires étrangères, lui, se retrouve aux Domaines de l'Etat et des Affaires foncières. Abdel Karim Konaté, ancien ministre de l'Industrie et du Commerce, avant d'occuper le portefeuille des Finances dans le dernier gouvernement de Diango Cissoko revient au Commerce qui est désormais séparé de l'Industrie. Ousmane Ag Rhissa se trouve également en terrain bien connu puis qu'il revient au même département de l'Environnement et de l'Assainissement. Dans l'ordre protocolaire, un autre collègue de la Transition le suit directement. Il s'agit du colonel Abdoulaye Koumaré qui retrouve le même poste de l'Equipe et des Transports qu'il occupait sous la Transition. C'est le cas également de Bruno Maïga à la Culture. Le ministre de l'Education, l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales, Bocar Moussa Diarra dans le dernier gouvernement de Diango Cissoko, a désormais en charge de la Fonction publique. Les autres revenants sont d'anciens ministres ayant servi sous les deux précédents régimes de l'ère démocratique. Ainsi, Soumeylou Boubèye Maïga retrouve le ministère de la Défense et des Anciens combattants, poste qu'il avait occupé du temps où l'Adema était au pouvoir, avant de revenir au gouvernement sous Amadou Toumani Touré en tant que ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. Le colonel Sada Samaké qui fut ministre de l'Administration territoriale et de la Sécurité dans la deuxième moitié des années 90 est de retour et retrouve la Sécurité qui est érigée en département autonome. Moustapha Dicko qui avait été par deux fois ministre de l'Education retrouve l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Mme Bouaré Fily Sissoko qui avait eu à diriger les Domaines de l'Etat, des Affaires foncières et de la Communication est à la tête du département de l'Economie et des Finances dans la nouvelle équipe. L'ancien ministre de l'Energie et des Mines sous le régime de l'Adema, Cheickna Seydi Ahamadi Diawara est nommé ministre du Plan et de la Prospective. Toujours dans les années 90, Mohamed Diarra qui fut ministre des Droits de l'Homme gèrera le portefeuille du Logement dans la nouvelle équipe. D'autres ministres ayant servi sous la gouvernance de Amadou Toumani Touré font également leur retour. C'est le cas du nouveau ministre du Développement rural Bokary Téréta qui avait en charge le département de l'Elevage et de la Pêche. Idem pour Mme Berthé Aïssata Bengaly, ancien ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille qui revient avec l'Artisanat et le Tourisme. Au total l'on compte 15 anciens ministres. Le reste de l'équipe est constitué de nouvelles figures connues à des degrés divers du grand public. Un autre constat important à la lecture de la liste de la nouvelle équipe gouvernementale est la création d'un ministère de la Réconciliation nationale et du Développement des Régions du Nord. La création de ce nouveau département n'est en fait pas une surprise puis que dans son discours d'investiture, le président Ibrahim Boubacar Keïta a retenu la réconciliation comme « la priorité la plus pressante ». Ce poste est confié à un proche du nouveau président, en la personne de Cheick Oumar Diarra, ancien ambassadeur qui arrive à la troisième place dans l'ordre protocolaire. Parmi la jeune génération, l'entrée la plus remarquée est sans doute, celle du maire de la Commune IV et qui était candidat à l'élection présidentielle, Moussa Mara qui hérite de l'Urbanisme et de la Politique de la ville. L'on remarquera d'ailleurs que Moussa Mara est le seul candidat à la présidentielle à figurer dans l'équipe. Il faut sans doute rappeler qu'il était membre d'un « Collectif des candidats à l'élection présidentielle » qui avait appelé à voter pour Ibrahim Boubacar Keïta au second tour.

Source : Essor

Actualités

Le Malien Michel Sidibé reconduit pour cinq ans à la tête d'Onusida

Les Nations Unies ont annoncé vendredi la reconduction du Malien Michel Sidibé pour un nouveau mandat de cinq ans à la tête de leur programme de lutte contre le sida. Cette annonce survient au lendemain de la nomination de l'économiste Oumar Tatam Ly comme nouveau Premier ministre du Mali, poste pour lequel avait été donné largement favori Michel Sidibé. A sa nomination, en 2008, comme directeur exécutif du Programme commun de l'Onu sur le VIH/Sida (Onusida), Michel Sidibé avait succédé au Belge Peter Piot dont il était l'adjoint.

Son nouveau mandat à la tête d'Onusida débute le 1er janvier 2014 pour s'achever en fin décembre 2018.

Source: APA News

Accord de Ouaga: reprise des discussions dans 60 jours

L'une des priorités du Président Keita sera la réconciliation nationale comme il l'a affirmé dans son discours d'investiture. La signature de l'accord préliminaire de Ouaga le 18 juin dernier a ouvert la voie à la tenue des deux tours de l'élection présidentielle le 28 juillet et le 11 août sur l'ensemble du territoire malien. Le document comprenant 25 articles décrit le "processus post électoral" qui devra permettre, après la formation du nouveau gouvernement l'établissement d'une "paix globale et définitive". L'accord prévoit la reprise des négociations 60 jours après la nomination d'un nouveau gouvernement.

Source: Journal du Mali

Sortie de crise au Mali et paix définitive dans le Sahel : Une rencontre de haut niveau ce lundi à Tunis

Unis accueille les 9 et 10 septembre 2013 une réunion de haut niveau entre les responsables du dossier malien et les spécialistes ouest-africains et internationaux des évolutions politiques et sécuritaires dans le Sahel-Sahara. L'objectif de la rencontre est de faire un examen critique des réalités et des réponses régionales et internationales à la crise du Mali et du Sahel-Sahara, prendre la mesure des défis à venir et identifier les réponses nécessaires. La réunion est co-organisée par le Centre 4S, le Centre pour le Dialogue Humanitaire (HD) et l'Institut International pour la Paix (IPI).

Source: L'Indépendant

Affaire des fonctionnaires radiés : LES PLAIGNANTS GAGNENT LA « GUERRE »

La Cour Suprême annule les arrêtés du ministère en charge de la Fonction publique qui frappaient 263 fonctionnaires. L'affaire des 263 fonctionnaires radiés de la Fonction publique va vers son dénouement. La Cour suprême a, en effet, rejeté, le 23 août dernier, la requête introduite par le ministre du Travail, de la Fonction Publique et des Relations avec les Institutions qui avait fait appel de la décision rendue par la même Cour suprême en mai dernier.

Source : Essor

Economie

Etats-Unis : WASHINGTON VA IMMEDIATEMENT REPRENDRE SON AIDE

Jusqu'au coup d'Etat du 22 mars 2002, les Etats-Unis étaient l'un des principaux partenaires de notre pays. Avec le coup de force, Washington avait été juridiquement contraint de suspendre son aide au développement et aide militaire. La législation américaine interdit en effet d'apporter une aide non humanitaire à des autorités issues d'un coup de force militaire. La donne a désormais changé avec l'élection dans de bonnes conditions d'un nouveau président de la République. Deux jours après l'entrée en fonction du nouveau chef de l'Etat, les Etats-Unis ont annoncé la reprise de leur aide au Mali, à l'exception de leur assistance militaire. « Après la prise de fonction du nouveau président mercredi, le secrétaire d'Etat adjoint William J. Burns a signé une résolution selon laquelle un gouvernement démocratiquement élu est entré en fonction au Mali. (...) Dès lors, les Etats-Unis vont reprendre immédiatement leur aide au développement, mais ils vont continuer à étudier la situation sur « quand et comment » se rapprocher des autorités militaires, a indiqué une porte-parole du département d'Etat, Marie Harf, dans un communiqué. Déjà au lendemain du second tour de l'élection présidentielle, les États-Unis s'étaient dits prêts à reprendre leur coopération avec notre pays, félicitant le peuple malien « pour son enthousiasme et son engagement dans cette élection » ainsi que « le gouvernement intérimaire pour avoir assuré un environnement apaisé et ordonné ».

Source : Essor

Dromadaire et l'autruche : UN POTENTIEL INSOUÇONNE

Notre pays peut tirer grand profit de l'exploitation économique du dromadaire et de l'autruche. La maison d'édition Edis, le Groupe « Vision pour la Renaissance du Mali » et le ministère de la Culture en sont convaincus. Dans le cadre d'un partenariat entre l'Etat et le privé, ils ont récemment organisé une journée de sensibilisation sur les deux animaux. Une visite à la ferme Klédu de l'opérateur économique Mamadou Coulibaly et une rencontre au Centre international des conférences de Bamako ont constitué les deux activités phares de cette journée. Installée dans le village de Tièma, dans la commune rurale de Baguinéda à 25 kilomètre de Bamako, la ferme Klédu est bâtie sur 300 hectares. Elle abrite 3000 autruches, 30 dromadaires et de nombreuses autres espèces animales et végétales.

Source : Essor

Société

Aides aux sinistrés des inondations à Bamako : LA PART DE RANDGOLD RESOURCES

La société minière RandGold Resources se joint à l'élan de solidarité enclenché en faveur de nos compatriotes de Bamako sinistrés par les inondations survenues dans la capitale il y a environ deux semaines. Elle a offert des vivres et des couvertures aux victimes dans les deux communes du District les plus touchées (la I et la IV).

Source : Essor

Armée : LE CAPITAINE FARIN N'EST PLUS

La nouvelle a fait l'effet d'un choc à la rédaction de L'Essor : le capitaine Farintogoma Keïta de la Garde nationale est décédé. Il s'est éteint dans la nuit du jeudi à l'hôpital du Point-G à l'âge de 40 ans des suites d'une maladie. Ses obsèques ont eu lieu samedi sur la place d'armes de la Garde en présence des autorités militaires, d'une foule de parents, d'amis et de collègues. Il repose désormais éternellement au cimetière de Hamdallaye. Farintogoma Keïta que nous appelons affectueusement ici « Farin » avait fait des études supérieures couronnées de succès en 1989 à l'Ecole normale supérieure (ENSUP) en 1989. Il incorpore par la suite le corps des gardes en 1993 comme engagé volontaire. Après avoir gravi les échelons jusqu'au grade de sergent-chef obtenu en 1999, il entre à l'Ecole militaire interarmes de Koulikoro d'où il sortira comme sous-lieutenant (2004). En 2006, il devient chef de section à la Direction de l'information et des relations publiques des armées (Dirpa) et est promu lieutenant par avancement automatique. Cinq ans plus tard, il accède au grade de capitaine.

Source : Essor

Education

Faculté de Pharmacie : L'examen de fin d'année prévu pour le 26 septembre...

A la faculté de pharmacie de l'université des sciences techniques et des technologies de Bamako, la date des examens de fin d'année est désormais connue. 'L'heure n'est plus aux causeries ni aux divertissements', comme pour parapher l'année dernière, le professeur Boubacar Traoré dit Bouba non moins doyen de la faculté de pharmacie, lors d'un petit entretien qu'il avait accordé à l'époque au journal 'Le Flambeau'. A noter que, depuis la scission de l'université de Bamako en quatre pôles universitaires en 2011, la faculté de médecine et celle de pharmacie ont été scindées en deux entités distinctes bien qu'étant dans les mêmes locaux et ayant pour la plupart les mêmes professeurs. C'est pourquoi le programme des examens de fin d'année des futurs pharmaciens vient d'être affiché sans celui des médecins en dépit du fait que les deux facultés ont commencé ensemble. Si cette nouvelle a été mal perçue ou comprise par beaucoup d'étudiants, le secrétaire général du comité Aeam des deux facultés s'est voulu rassurant et objectif. 'C'est tout à fait normal que les deux facultés ne composent plus ensemble car étant toutes les deux autonomes depuis la scission. Sauf que les étudiants n'arrivent toujours pas à se débarrasser de cette idée compte tenu de beaucoup de facteurs. En tout cas, les dates des examens pour la faculté de médecine ne tarderont plus à être communiquées ', a déclaré le numéro 1 des étudiants.

Source: Le Flambeau

Sports et culture

Mondial 2014, Zone Afrique : LA TUNISIE A TERRE, LE CAP-VERT SUR UN NUAGE

L'Ethiopie, le Cap Vert, le Nigeria, le Burkina Faso et le Sénégal se sont qualifiés samedi pour le 3^e et dernier tour des qualifications de la zone Afrique du Mondial-2014.

Source : Essor

Pour saluer l'exemplarité de la démocratie au Mali : Tiken Jah Fakoly offre deux concerts gratuits à Bamako et à Mopti

Deux semaines après l'annonce de la tenue d'un méga concert à Bamako pour saluer la bonne tenue de la présidentielle et l'exemplarité de la démocratie malienne, la star du reggae africain Tiken Jah Fakoly a rencontré la presse pour évoquer le report de l'événement qui devrait avoir lieu avant l'investiture du président élu. Il a décidé d'offrir deux concerts géants à Bamako le 1^{er} janvier 2014 et à Mopti le 4 janvier 2014.

SOURCE: L'Indépendant

Divers

Une mère de 40 ans a décidé d'épouser son propre fils de 23 ans de qui elle est enceinte de 6 mois

Zimbabwe : Cette femme zimbabwéenne de 40 ans, Betty Mbereko, veuve depuis 12 ans a commencé à entretenir une relation depuis 3 ans avec son fils Farai Mbereko âgé de 23 ans, après avoir refusé d'épouser le frère cadet de son mari après le décès de ce dernier, comme le veut la tradition. Enceinte de six mois de son fils, dont elle se dit amoureuse, cette veuve qui attend à la fois son enfant et son petit enfant a décidé d'officialiser sa relation avec ce dernier en l'épousant. Devant le tribunal de son village qui l'avait convoqué pour avoir des explications sur cet inceste, la mère a affirmé avoir dépensé beaucoup d'argent pour scolariser toute seule son fils après la mort de son mari, aussi elle trouve légitime de le garder pour elle afin de profiter du fruit de ses efforts. « Je m'efforçais seule d'envoyer mon fils à l'école et personne ne m'a aidé. Maintenant, vous voyez que mon fils travaille et vous m'accusez de faire quelque chose de mal... Permettez-moi de profiter des produits de ma sueur » a-t-elle déclarée au Conseil de sage de son village situé entre Mwenezi et Masvingo, au Zimbabwe.

Quant au fils interrogé à son tour il a déclaré : » Il vaut mieux faire connaître ce qui se passe, parce que les gens doivent savoir que je suis l'auteur de la grossesse de ma mère pour ne pas qu'elle soit accusée d'inceste. » Les sages du village qui ont désapprouvé cet acte entre la mère et le fils leur ont demandé de cesser toute relation ou de quitter le village. Les deux amants ont préféré quitter le village.

Source: KOACI

Rumeurs

Vives tensions dans le camp de réfugiés de Mbera

Plus de 70 000 réfugiés maliens vivent dans le camp mauritanien de Mbera depuis des mois. Un camp immense qui a connu, depuis son ouverture en 2012, des relations tendues et conflictuelles entre les populations civiles et le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) chargé de la gestion du camp. Jeudi 5 septembre, une altercation a eu lieu entre des réfugiés cherchant à se faire enregistrer et les agents d'enregistrement. Selon des témoins, un agent a manqué de respect à un couple de personnes âgées. En réaction, selon le HCR, des stocks de vivre ont été pillés. Le préfet adjoint de Bassiknou, la commune voisine, a reçu une délégation des réfugiés ce vendredi 6 septembre au matin. Ces derniers ont dit leur ras-le-bol devant le comportement de certains agents du HCR. Mohamed ag Malha a assisté à cette réunion et confirme ce sentiment de colère chez les réfugiés.

Source : Réfugié malien

Etranger

Des milliers de Tunisiens manifestent pour la chute du gouvernement

LE BARDO (Tunisie) – Plusieurs milliers de Tunisiens ont manifesté samedi soir au Bardo, près de Tunis, pour réclamer la chute du gouvernement dirigé par le parti islamiste Ennahda, quarante jours après l'assassinat de l'opposant Mohamed Brahmi.

SOURCE: AFP

Algérie : renforts militaires aux frontières avec la Tunisie et la Libye pour traquer les terroristes

ALGER, Le président algérien Abdelaziz Bouteflika a donné le feu vert à l'armée de son pays pour mener des opérations militaires visant à traquer les groupes terroristes qui se trouvent aux frontières algéro-tuniso-libyennes, a indiqué à Xinhua une source sécuritaire algérienne sous couvert d'anonymat.

SOURCE: Autre Presse